
MARRAKECH – Réunion matinale des boursiers
Mercredi 9 mars 2016 – 07h00 à 09h00 WET
ICANN55 | Marrakech, Maroc

NON IDENTIFIE : Merci de vous être installés aussi rapidement que possible. Je sais que pour certains d’entre vous, vous êtes arrivés un peu en retard, mais en tout cas, merci de ne pas être trop en retard. Nous avons donc ici avec nous Patrick Falstrom qui est responsable du SSAC, pour ceux d’entre vous qui n’avaient pas encore pu le rencontrer. Il va nous parler un petit peu des activités du SSAC, nous faire une présentation générale ; donc je vais directement lui passer le micro de manière à ce que l’on puisse écouter sa présentation et lui poser des questions.

PATRICK FÄLSTRÖM : Bonjour à tous. Je n’ai pas encore bu suffisamment de café, je dois dire.. Je reconnais certains d’entre vous. Il y a des personnes, bien sûr, que je n’ai pas encore rencontrées. En tout cas bienvenus à cette première réunion de l’ICANN. Pour combien d’entre vous est-ce que c’est la première réunion à l’ACANN, si vous voulez bien lever la main.

Remarque : Le présent document est le résultat de la transcription d'un fichier audio à un fichier de texte. Dans son ensemble, la transcription est fidèle au fichier audio. Toutefois, dans certains cas il est possible qu'elle soit incomplète ou qu'il y ait des inexactitudes dues à la qualité du fichier audio, parfois inaudible ; il faut noter également que des corrections grammaticales y ont été incorporées pour améliorer la qualité du texte ainsi que pour faciliter sa compréhension. Cette transcription doit être considérée comme un supplément du fichier mais pas comme registre faisant autorité.

NON IDENTIFIE :

Très bien, alors ce que je vais faire, c'est que je vais parler un petit peu du SSAC, du comité consultatif sur la sécurité et la stabilité. Alors comment fait-on pour avancer. Voilà.

Nous sommes un des comités consultatifs ici à l'ICANN, nous avons 30 membres au jour d'aujourd'hui qui sont nommés par le conseil d'administration de l'ICANN et ce que nous faisons, c'est qu'en fait nous donnons des conseils à l'ICANN et au conseil d'administration sur tout ce qui a trait au système d'attribution d'adresses sur la sécurité, la stabilité, etc. C'est très long comme définition, même pour les personnes qui connaissent la langue. Moi je suis suédois, donc pour moi l'anglais est une deuxième langue et bien franchement cette phrase est difficile à prononcer. Encore moins à écrire.

Donc, qu'est-ce que cela veut dire ?

Cela veut dire que, alors... On peut passer à la diapositive suivante s'il vous plait? Dans le cadre la mission de l'ICANN, donc les règles selon lesquelles fonctionnent l'ICANN, il y a une longue liste de choses que l'ICANN doit respecter. C'est-à-dire les règles qui représentent le fondement de l'organisation. Et pour la première chose, l'ICANN existe pour assurer le fonctionnement sécuritaire du système d'identificateur unique de l'internet. Cela veut dire que l'ICANN est censée faire tout son possible pour s'assurer que le système d'identificateur, les noms

de domaine donc, fonctionne de manière stable et sécuritaire. Il n'est pas écrit que l'ICANN est responsable de la sécurité de l'internet, et j'y reviendrai, mais simplement de ce point spécifique sur les identificateurs ;

Ensuite, dans le cadre de la mission de l'ICANN, l'ICANN est là pour préserver et améliorer la stabilité, la fiabilité, la sécurité et l'interopérabilité mondiale de l'internet. Donc il n'est pas écrit que l'ICANN est responsable de ceci, mais l'ICANN doit prendre des décisions en ce sens ;

L'ICANN n'a pas le droit de prendre des décisions qui créent l'instabilité ou qui créeraient ou qui mèneraient à une non-interopérabilité mondiale de l'internet.

Donc, si vous revenez en arrière, s'il vous plait sur la diapositive précédente, voilà pourquoi nous existons au SSAC.

Nous lisons beaucoup de documents qui sont publiés par l'ICANN, pas tous bien sûr parce qu'il y en a tellement, mais nous avons également des questions qui nous viennent du conseil d'administration de l'ICANN, de l'organisation, des organisations qui rédigent les politiques, qui sont donc les organisations de soutien.

Et nous essayons de répondre aux questions, nous passons en revue les documents pour nous assurer que ces objectifs, en

termes de sécurité et de stabilité, sont toujours adéquats. Que l'ICANN ne prend pas de décisions qui soient en infraction avec ces identificateurs et leur sécurité. Donc c'est ce que fait le SSAC.

Donc l'expertise que nous avons, à gauche donc - c'est très difficile à lire sur ce petit écran, et j'espère que vous pourrez passer la présentation aux personnes après - donc l'expertise que nous avons inclus donc le routage, les adresses, le système de nom de domaine, le DNSSEC, les opérateurs des bureaux d'enregistrement et des opérateurs de registres, les abus, le cyber crime, l'internationalisation pour les noms de domaine et les données – dont des langues, les scripts, les alphabets, etc. ; - le service à l'internet, les fournisseurs d'accès, les opérations et les politiques de l'ICANN et autres.

Donc à la base, c'est donc les compétences que les 30 membres de notre comité ont. Donc nous nous assurons que tous les membres rassemblés peuvent s'occuper de toutes ces expertises.

Donc, nous avons publié 80 documents depuis notre création en 2002.

Alors comment est-ce que nous produisons ces documents ? Et bien, vous voyez dans le carré rouge en bas à gauche, nous avons par exemple une question qui nous est posée ou alors on a eu un problème. Donc on crée un groupe de travail, on fait de

la recherche, on rédige un document, on passe en revue le document, on l'approuve au sein de notre comité et ensuite on le publie.

La publication des documents prend environ trois mois, entre trois mois et 2 ans, donc c'est relativement long. Cela représente beaucoup de travail et, bien sûr, tous les membres du SSAC sont bénévoles. Donc on fait ceci dans notre temps libre. Les gens en fait font don de leur temps et non seulement pour la rédaction des documents, mais également lorsqu'on va aux réunions de l'ICANN. Personne n'est payé au SSAC. Nous avons un petit peu d'aide pour les déplacements si besoin est, mais pour la plupart, les gens payent leur propre déplacement ainsi que leur logement à l'ICANN.

Bien sûr, pour ceux qui ne peuvent pas se payer le voyage, qui ne peuvent pas, pour lesquels c'est difficile, ce n'est pas abordable, et bien il y a une assistance qui existe.

Si les avis que nous rendons sont adressés au conseil d'administration, à ce moment-là, nous soumettons un rapport fini, c'est en fait un avis, il s'agit d'un avis, le conseil reconnaît cet avis et il agit conformément à notre avis.

Alors il peut y avoir 4 possibilités. Soit il demande au SO de mettre en place un processus d'élaboration de politique et ce processus de développement de politique, à ce moment-là,

prend en compte l'avis et le met en œuvre. Ou alors, c'est le personnel qui le met en place. Ou alors, on dissémine cet avis aux différentes parties, par exemple un organisme de normalisation, ou alors il y a sensibilisation dans la communauté, etc. Ou alors il est possible que le conseil d'administration de l'ICANN choisisse quelque chose de complètement différent.

Ça c'est très important parce que le conseil d'administration de l'ICANN n'est pas obligé de mettre en œuvre tous les conseils. Il est possible qu'il y ait d'autres raisons pour lesquelles le conseil d'administration souhaite faire autre chose, mais il faut quand même qu'il prenne en considération notre avis. Tant que le conseil explique pourquoi il a choisi une autre solution.

Ensuite, les groupes de travail avec lesquels nous travaillons sont donc des groupes qui s'occupent des questions relatives à l'espace des noms, donc qui est beaucoup plus grand que le système de noms. Vous avez des chaînes textuelles qui sont utilisées autre part, donc par exemple dans le réseau TOR ou dans les codes de pays par l'ASO, etc. Donc on regarde un petit peu ce qui se passe à ce niveau là. Nous essayons également de prendre en compte la question générale des noms de domaine internationalisés, les caractères uni-codes etc. pour voir s'il y a des choses qui sont intéressantes en termes de noms de domaine internationalisés. Il y a des lacunes par exemple sur les

règles dans les gTLD et les ccTLD en ce qui concerne les noms de domaines internationalisés. Il y a des ccTLD qui ont des politiques qui sont un petit peu bizarre parfois pour les domaines internationalisés, donc on essaie de voir un petit peu ce qui se passe pour voir si on peut faire des recommandations ;

Nous avons également commencé, initié un groupe de travail plutôt, pour suivre le travail qui se fait au sein de l'ICANN sur le produit des ventes aux enchères. Que pouvons-nous contrôler en termes de financements, pouvons-nous faire des prévisions en terme de budget ? Parce que le fonctionnement stable de l'ICANN est important bien sûr pour la stabilité de l'internet.

Nous avons également des ateliers DNSSEC aux réunions de l'ICANN, nous en avons un pour les nouveaux le dimanche. Nous avons un atelier pour les personnes qui veulent en savoir un petit peu plus. C'est un atelier assez technique. Donc par exemple si les gens sont intéressés, c'est quand même compliqué. Mais si vous travaillez dans le DNSSEC par contre, je vous demande de rester parce que c'est très intéressant.

Également, nous devons suivre les avis que nous donnons au conseil. Le conseil travaille avec nous pour faire le suivi de nos avis. Et nous avons également, nous faisons du travail dans le domaine des candidatures. Parce que le SSAC, comparé à d'autres groupes, a son propre processus de nomination. La

raison pour laquelle nous avons différentes publications, c'est que nous prenons en considération la création de KPI, donc d'indices de performances en ce qui concerne le marché.

L'ICANN a parfois une collecte de données un peu naïve. Donc nous avons suggéré une nouvelle méthodologie pour évaluer le marché. Nous avons écrit l'avis numéro 78 sur l'espace des noms de domaine ; nous avons écrit SSAC 79 sur les adresses et donc nous rappelons aux gens encore une fois que nous n'avons plus d'adresses IPv4 et qu'ils doivent déployer l'IPv6. Nous avons le 80 qui a été écrit la semaine dernière et, comme beaucoup de comités consultatifs et d'organisations de soutien, nous avons fait notre travail, nous avons approuvé le travail du CC WG sur la responsabilité, qui fait partie la transition IANA. Nous avons été le premier chapitre d'ailleurs, la première organisation à approuver ceci. Le GAC vient de l'approuver hier soir, en pleine nuit d'ailleurs, donc, vous l'avez peut-être entendu dire. Donc nous attendons uniquement la ccNSO et la GNSO. Mais le SSAC était le premier. D'accord ? Donc on se souvient toujours du premier, le deuxième on s'en fout.

Donc, si on regarde un petit peu le reste de la liste, vous voyez qu'il y a beaucoup de choses qui sont liées aux questions de la transition. Il y a un document que j'aimerais quand même mentionner spécifiquement parce qu'il y a beaucoup de personnes dans cette salle qui ne viennent pas des États-Unis, ce

qui est très, très bien. Nous avons donc écrit le SAC 75. Nous avons un document de liaison du secteur l'ITU et nous travaillons à une proposition, je crois que c'est une proposition qui nous vient du Togo sur le soutien du déploiement d'un certificat d'autorité dans les pays en développement. Nous avons répondu à cette déclaration de cette liaison parce que nous pensons qu'il est important d'y répondre. Donc il serait peut-être bien de lire ce rapport. Et ce que nous disons, en fait tout simplement, c'est que nous augmentons le nombre des certificats, non, le fait d'augmenter ce nombre de certificats d'autorité n'est pas utile. Il y a d'autres choses qui peuvent aider le développement des pays en voie de développement. Et donc nous pensons qu'il y a d'autres options pour que l'internet soit plus sécuritaire.

Donc j'encouragerais les gens qui travaillent dans la sécurité et surtout dans les pays en voie de développement à lire le 75 et, si vous avez des questions, n'hésitez pas à me les poser et nous essaierons de vous aider de manière à ce que le document ne soit pas mal compris. Parce que le document explique ce qu'il faudrait faire en termes de sécurité et comme quoi la création de davantage de certificats de sécurité n'est pas nécessairement une bonne chose.

Voilà c'est tout ce que j'avais à dire, merci beaucoup.

Alors, on va maintenant vous demander si vous avez des questions.

ANAND RAJE : C'est la première fois que je suis boursier. La première chose que je voudrais savoir, comment est-ce que je peux m'impliquer ?

PATRICK FÄLSTRÖM: Il y a deux options, deux réponses à cette question. La première chose, à mon avis, qui est importante, c'est en termes de sécurité et de stabilité, c'est déjà de savoir comment s'impliquer sur l'internet. Alors déjà m'écouter, être présent, c'est déjà une bonne chose. Ensuite, aller parler à d'autres personnes qui s'occupent de la sécurité dans d'autres FORA, c'est une chose qui est importante aussi, de manière à ce que vous puissiez déjà comprendre les questions de sécurité et de stabilité. Hier je parlais à quelqu'un qui venait du secteur de la musique, qui pensait que la sécurité et la stabilité incluait, par exemple la fraction aux marques de commerce ou aux droits d'auteurs. Ce n'est pas ça, d'accord ? Ce n'est pas ça. La sécurité et la stabilité cela implique que, si par exemple vous avez un nom de domaine enregistré, que vous avez un site web, et bien la sécurité et la stabilité veut dire ma capacité à avoir accès à votre site web, à pouvoir extraire des informations sans me retrouver sur le site web de quelqu'un d'autre.

Même si, sur votre site web vous avez des choses qui sont en infraction aux droits d'auteurs. Et ça c'était un petit peu difficile à comprendre pour cette personne. Et au bout de 20 minutes il a commencé à comprendre de quoi il s'agissait. Et il a compris que la sécurité et la stabilité c'était important pour lui, pour qu'il puisse faire son travail, quel que soit son travail d'ailleurs ; d'accord ?

Donc le point suivant, la chose qu'on peut faire, c'est de participer aux différents groupes ad hoc de sécurité qui existent sans doute chez vous dans votre pays. Ou alors vous pouvez en créer un. L'Internet Society a fait du travail dans le domaine de la sécurité, pas vraiment localement, et ce serait bien d'ailleurs qu'ils en fassent plus. Le R5, c'est un autre comité consultatif qui a donc, un ensemble de participants auxquels vous pouvez vous joindre.

Alors la deuxième partie de la question c'est comment est-ce qu'on peut devenir membre du SSAC. Ça c'est l'étape suivante, l'étape définitive. C'est vraiment l'étape où on est arrivé à quelque chose d'intéressant... Je rigole mais..

Alors comment devenir membre du SSAC, alors vous nous contactez, vous recevrez un questionnaire que vous remplirez avec un petit peu votre historique, vous parlez de vos compétences, et si vos compétences correspondent aux besoins

que nous avons au SSAC, à ce moment-là on vous appellera et vous aurez un entretien. C'est un entretien en ligne, tout est en ligne. Un entretien de 30/40 minutes avec le comité et ensuite, il y aura évaluation pour savoir si oui ou non vous êtes un candidat. Et c'est le conseil de l'administration de l'ICANN qui approuvera votre candidature. Voilà comment ça fonctionne. Merci. Question suivante ?

[MARK]:

Bonjour, je m'appelle Mark, je suis un chercheur du Brésil. Récemment, j'ai lu un article sur l'hameçonnage et une société qui, les Arméniens qui faisaient cette activité et le projet paraissait un projet de large portée. Est-ce que vous traitez ce sujet tellement ample ?

PATRICK FÄLSTRÖM:

Il y a beaucoup de choses qui se passent au sein de l'ICANN en ce qui concerne la confusion et malheureusement, il y en a plusieurs et c'est pour ça qu'au sein de notre comité, on a commencé à faire attention à cela parce qu'il y a beaucoup de risques pour la stabilité. Le travail le plus important qui se fait au sein de l'ICANN, c'est ce qu'on appelle le panel des générations d'étiquettes et c'est un groupe de chiffrements. Par exemple je parle de script arabe, je fais en phase sur le mot script par la langue. Il y a la langue. Il y a des gens qui participent dans

chacun de ces groupes, qui ont des capacités dans les langues qu'utilisent ces scripts. Alors par exemple en ce qui concerne le script arabe, il y a des participants de l'Inde par exemple parce qu'eux aussi ils ont le script arabe.

Les caractères qui permettent aux IGF pour pouvoir voir lesquels sont permis et ceux qui sont interdits pour ne pas créer de la confusion. Et quand ces panels ont fini avec leur travail, tous ceux-là sont combinés et mis ensemble dans ce qu'on appelle un mécanisme de consolidation. Tous les caractères qui peuvent être utilisés pour ce nom de domaine.

Ce n'est pas un travail facile et c'est encore en cours, mais ce travail est seulement valable pour la zone racine. L'ICANN ne peut pas forcer par exemple les ccTLD à limiter leurs caractères seulement à ce sous-groupe. Par exemple, personnellement, je pense que c'est dommage que certains codes des zones géographiques, extensions géographiques, ça peut être très sympa d'inclure certains caractères mais malheureusement, ce n'est pas là les codes des IETF standards de mettre des Happy faces ou des smileys faces. Je pense que c'est dommage qu'il y ait des ccTLD qui sont contraires aux normes qui existent.

L'ICANN essaie d'avoir un bon répertoire, qui soit sûr. Même si par exemple pour l'instant il y a certains scripts de l'indien qui

s'utilisent. Et la deuxième étape est de s'assurer que tout le monde applique ces normes et ne les viole pas.

SHAVKAT SABIROV: Shavkat Sabirov de ONG Kazakhstan. Je voudrais vous demander sur le certificat de racine. En 2016 le Kazakhstan a implémenté des certificats racines. Est-ce que vous pourriez suggérer aux membres du GAC s'il y a une façon correcte appropriée. Et qu'est-ce qu'on pourrait faire dans ces cas là.

PATRICK FÄLSTRÖM: Est-ce que vous pouvez expliquer qu'est-ce que vous voulez dire par certificat racine ?

SHAVKAT SABIROV: Si un pays obtiendra une invitation pour installer ou approuver des certificats racines ?

PATRICK FÄLSTRÖM: Pour les TLS vous voulez dire ?

SHAVKAT SABIROV: Oui, par exemple nous avons discuté avec Google, Facebook, No One, personne ne veut accepter les certificats racines de la part du Kazakhstan,

PATRICK FÄLSTRÖM: Vous voulez dire que le Kazakhstan a créé un CA, demande aux gens d'installer ces certificats et pratiquement ils ont un proxy pour garantir la connexion dans le HTTP. Je pense que c'est un très bon exemple, merci beaucoup.

Je pense que la meilleure explication pour l'instant dans ces documents d'information, les liaisons qui parlent sur le certificat pour... qui parlent sur... ceci est le plus grand nombre... et pourquoi ça n'a pas marché.

Souvent, il y a d'autres questions et je vais vous donner ma carte de visite pour qu'on puisse discuter plus en détail sur ce sujet. Merci d'avoir posé cette question.

NON IDENTIFIE : Vous allez être la dernière question comme ça on peut continuer avec notre intervenant. Allez-y s'il vous plait.

[BRAM FUDZULANI] : Je m'appelle Bram, je voulais vous demander, sur les documents que vous avez discutés tout à l'heure que vous aviez rédigé, je souhaiterais savoir : il y a des noms de domaine dans notre pays qui ont à voir avec les factures électroniques et un exemple, c'est dans mon pays, nous avons créé une facture électronique qui parle sur l'établissement du certificat de l'autorité, la loi de l'autorité.

PATRICK FÄLSTRÖM : Bien sûr, ce qu'on dit dans ce document, c'est bien que je l'ai mentionné tout à l'heure, ce qu'on dit dans ce document, c'est qu'on signale la faiblesse qui existe dans la façon dont les certificats sont gérés en comparaison avec le RSSAC qui les gère mieux. Une autorité peut créer un certificat pour n'importe quel nom de domaine qui existe dans le monde. C'est-à-dire que le plus d'autorités certificat, plus grand sera le risque que l'un d'entre eux fera une erreur. Alors les autorités certificats dans votre pays : qu'ils existent, ça ne veut pas dire qu'ils peuvent créer des certificats que pour votre pays. Alors c'est déjà assez qu'une autorité de certification fasse une erreur et il n'y a pas de sécurité par rapport aux certificats dans le monde et il y a beaucoup d'autorités certification dans les Pays-Bas par exemple, qui émettent des certificats pour le gouvernement. Et ça a donné origine des certificats faux.

En deuxième lieu, si votre ccTLD, si fonctionne pour votre ccTLD ça peut faire des erreurs seulement pour le vôtre. Moi, en Suède, par exemple s'ils font une erreur, le registre dans mon pays, ils peuvent juste causer des problèmes aux organisations au sein de la Suède. Alors je pense que la Suède peut avoir des certificats d'autorité et pas à cause de problèmes dans d'autres pays.

Je pense que ça pourrait poser des problèmes, même détruire pour ainsi dire des DNS, mais seulement pour la Suède. Alors on recommande le lancement et l'utilisation de DNSSEC et le déploiement d'un standard, d'une norme qui s'appelle DNE. Merci.

[FABRICIO PESOA]:

Bonjour je m'appelle [Fabricio Pesoa] du Brésil. Est-ce que vous avez... Qui faut avoir un technicien par exemple pour travailler avec vous dans la sécurité, parce que je ne suis pas un technicien, mais je travaille pour une entreprise de sécurité et ce que j'essaie de faire, c'est de rassembler plusieurs éléments.

PATRICK FÄLSTRÖM:

Non, vous ne devez pas être un technicien. On a besoin de gens avec plein de capacités différentes. Par exemple on a quelqu'un d'Australie qui est avocat qui est à la retraite qui avait travaillé avant aux forces. Vous devez être vraiment très bon dans ce que vous faites et vous devez pouvoir parler à d'autres qui ne sont pas comme vous. Alors personne au sein de SSAC n'a les mêmes capacités. Alors vous êtes quelqu'un de très approprié pour travailler au sein de notre groupe si vous êtes capable de travailler avec d'autres. On a besoin de gens avec des capacités différentes.

NON IDENTIFIE :

Merci Patrik pour votre présentation et pour répondre aux questions. Je sais que surement il y aura d'autres questions, mais, si vous en avez plus de questions pour Patrik, veuillez s'il vous plait le contacter dehors dans le couloir et il est toujours disponible pour répondre à vos questions. Surement il répond aux miennes. Je pense qu'on peut remercier tous Patrik pour nous consacrer son temps ce matin. Merci.

Et notre prochain intervenant est déjà ici. Brad, si vous voulez venir au micro pour commencer votre présentation.

À droite j'ai Brad et à gauche j'ai Liman qui vont nous parler sur RSSAC.

BRAD VERD :

Bonjour, je m'appelle Brad Verd. Je suis le nouveau coprésident de RSSAC et à ma gauche, il y a l'ancien président du RSSAC, peut-être vous le connaissez déjà parce qu'il est déjà venu. C'est ma première fois ici et j'espère pouvoir être à la hauteur de mes responsabilités comme mon prédécesseur.

Il y a beaucoup de diapos dans ma présentation. Je vais essayer de les faire le plus vite possible pour qu'on puisse les voir toutes et avoir le temps de question/réponses à la fin.

Alors, qu'est-ce que le RSSAC ? C'est le comité consultatif du système de serveur racine. On fait des tâches très ciblées. Mais nous donnons des avis à la communauté de l'ICANN sur des questions en rapport avec la sécurité et l'intégrité et l'administration du système. C'est très ciblé, mais c'est très important, c'est essentiel.

Nous communiquons dans des sujets par rapport à l'opération des serveurs racines à la communauté de l'ICANN et on donne des avis sur l'administration de la zone racine elle-même.

Certaines de ces diapos... mon prédécesseur est là pour que je dise les choses comme elles sont et pour que je reste sur la bonne voie. Ça c'est plus de détails sur ce qu'on fait. Nous participons sur l'évaluation des menaces en cours pour le système des serveurs racines et on fait des rapports sur ceci. Si vous avez, si le conseil d'administration a des questions spécifiques sur le fonctionnement de ce serveur, bien sûr on essaie d'y répondre, de faire des recommandations sur cela et on informe la communauté sur notre travail.

Il y a différents secteurs dans lesquels nous participons. Par exemple le travail de supervision dans les assemblées. Nous avons une assemblée publique plus tard aujourd'hui par exemple. Nous travaillons avec le conseil d'administration et bien sûr avec la NomCom.

Nous avons beaucoup de procédures sur les AC et sur le RSSAC lui-même, on fait un suivi sur les différents points de travaux réalisés dans les caucus. On a des experts qui, dans leur matière, nous aident à donner des avis au conseil d'administration.

Et le RSSAC crée différents groupes de travail selon le travail qu'on nous demande ou qu'on nous a demandé. Basé sur les contributions et les résultats du caucus, on va faire des rapports et des publications sur les démarches à suivre. Nous avons les réunions l'ICANN, et des téléconférences mensuellement.

Nous faisons des nominations et nous acceptons des liaisons, des agents de liaison. Certains comprennent des liaisons avec le conseil d'administration, avec le RSSAC, avec le SSAC. Nous avons des liaisons avec les associés actuels qui incluent les NTIA, IANA entre autre et, bien sûr, nous créons des processus et des procédures qui sont documentés dans le RSSAC 000 que nous avons complété et édité hier.

Voici les coprésidents. Comme j'ai dit, je viens de commencer. Et Tripti c'est sa deuxième année. Elle ne pouvait pas être là et elle s'excuse pour cela.

Nos liaisons... nous en avons parlé il y a un petit moment. Vous pouvez les voir ici. Il y a beaucoup de diapos, je vais essayer d'aller un petit peu plus vite.

Les caucus, ou la réunion, le regroupement c'est un groupe d'experts qui, avec des contextes d'informations très variées, Comme Patrik en a parlé, on a besoin de points de vue différents, différents talents pour qu'on puisse faire notre travail mieux et le compléter. On se concentre sur la transparence : tout ce qu'on fait, on essaie d'être aussi ouvert que possible, de publier tout. Et encore une fois, on essaie d'obtenir des résultats, de travailler pour obtenir des résultats. On est dirigeant de certains groupes de travail, on essaie de respecter les dates butoirs pour pouvoir obtenir des résultats.

Les membres de ces groupes sont tous des anciens... Tous les membres de RSSAC... Les membres du caucus sont des membres de la communauté. Il y a un processus pour être candidat et que ça soit validé vite fait et qu'on puisse commencer à travailler au sein de notre groupe.

Pour être membre, vous devez faire une déclaration d'intérêt : qui vous êtes, quels sont vos intérêts, pourquoi vous souhaitez être membre de ce groupe ? Quelles seraient vos contributions au groupe ? Et, si vous travaillez dans les documents ou les publications vous allez avoir les crédits pour ce travail.

Nous essayons de faire des items de travail qui soient déterminés le plus clairement possible et identifier notre groupe de travail, notre dirigeant et que notre travail et le processus

puissent être suivis. Nous avons inclus des opinions dans nos documents pour essayer d'être le plus transparents possible.

Ça c'est notre comité des membres tel qu'il est aujourd'hui. Notre président vient de finir son mandat. Et il y a un nom qui va être mis, mais ce n'est pas encore officiel, c'est pour ça qu'on ne l'a pas inclus. Et le comité est composé de trois personnes qui révisent toutes les candidatures et qui refusent les gens ou acceptent les gens qui posent des candidatures, les candidats.

Je ne peux pas voter, je n'ai pas le droit de voter, mais je peux superviser tout ce qui se passe.

Le comité des membres a une sensibilisation dans le sens de comment les gens doivent poser leur candidature, comment ils doivent communiquer, comment ils peuvent devenir membre et ils vont mettre à jour le comité, la façon dont les gens peuvent poser leur candidature et bien sûr quelqu'un va leur informer s'ils deviennent membre.

Alors voilà donc un petit peu comment ça fonctionne. Vous avez l'adresse email. Vous voyez le comité des membres vous répondra et vous enverra un formulaire officiel à remplir avec donc les déclarations d'intérêt. Et nous avons tout un processus qui a déjà été expliqué que nous suivons.

Et quand nous retrouvons-nous ? Nous nous retrouvons... alors là je parle du comité des membres. Ce comité se retrouve toutes les semaines et, encore une fois, les candidatures sont passées en revue, ils passent en revue la liste des membres approuvés et ils s'assurent également que les autres membres qui ont déjà été approuvés sont impliqués, travaillent avec nous. Et ensuite il y a recommandation à notre comité pour voir s'il y a des choses qui doivent être traitées. Donc là si quelqu'un est prêt à apporter sa contribution et bien nous sommes tout à fait prêts à l'accueillir.

Encore une fois, même chose, donc comment joindre le RSSAC. Nous avons des appels téléphoniques régulièrement avec le regroupement RSSAC. Ce regroupement, ce groupe RSSAC a lieu lorsque l'IETF se retrouve, donc une fois sur deux dans des réunions de l'IETF.

Donc nous avons des techniciens qui sont très impliqués au niveau de l'IETF, donc c'est une manière assez rapide d'entrer en lien avec eux. Sur le terrain, donc nous avons des réunions RSSAC ici à l'ICANN avec le groupe auxquelles vous pouvez participer d'ailleurs et vous pouvez être présent et donc, au moment de l'IETF également.

Nous revoyons un petit peu ce qui s'est passé lors du regroupement. Nous avons des documents que vous pouvez lire là, sur le lien.

Donc voilà un petit peu le travail qui est ressorti de notre regroupement. Donc le RSSAC 001. Alors là, je n'ai aucun mérite par rapport à ça, parce que ça a été fait avant. Ça fait déjà un certain temps que ce document existe. Et dans le cadre de notre processus de publication, nous pensons que c'est vraiment le document qui, en fait, a remplacé le document de l'IAB qui a été publié de manière congruente avec un autre. Il définit les protocoles nécessaires pour les serveurs racines et donc, nous avons défini des attentes pour les serveurs racines. Pour le RSSAC 001, nous avons publié l'autre moitié donc. L'autre moitié en termes de services de ces protocoles tels que définis par l'IAB. Nous avons défini les attentes. Nous avons donc utilisé le document IAB, nous l'avons publié et nous avons publié celui-ci également. Donc c'était en fait surtout une partie administrative qu'il avait mise en attente.

Le 002, ça fait un certain temps que nous l'avons publié. Là nous avons une deuxième version du 002. Ce document est un document qui parle des mesures. Donc il y a un certain nombre de moyens, de mesures, que les opérateurs de serveurs doivent publier et mettre à disposition de la communauté. Donc petite modification en termes d'expériences, donc il a eu des choses qu'il a fallu ajuster dans le document de manière à ce qu'il corresponde à la réalité.

Par ailleurs, nous avons également rédigé deux déclarations publiques depuis la dernière réunion de l'ICANN, dont une sur la proposition du CCWG et une sur le rapport de l'atelier. Donc pour la première fois le RSSAC a tenu un atelier externe où la communauté s'est retrouvée enfermée dans une salle pendant un certain nombre de jours et nous avons donc parlé d'un certain nombre de sujets relatifs au système de serveurs racines et en fait nous n'avons pas laissé les gens partir avant d'avoir trouvé une solution. C'est un rapport récapitulatif sur tous les sujets dont nous avons parlé et qui nous a obtenu certains résultats.

Le travail actuel. Ce dont nous nous occupons actuellement. Nous avons un groupe de travail qui s'occupe du mode de nommage de serveur racine. Donc la zone racine continue d'évoluer au fil du temps et ce groupe de travail remet en question le statu quo, le nommage dans la zone racine. Donc on essaie de voir s'il y a une meilleure manière de faire les choses et nous essayons de voir s'il existe des possibilités d'analyse de risque des changements et recommandations. Donc c'est l'idée d'avoir une recommandation au comité officiel.

Pour le 002, on en a déjà parlé. Donc là on en est à la version 3 qui est en cours. Ce document est un peu le document phare. Et en ce qui concerne le système de serveur racine, nous essayons de voir comment améliorer la santé du système. Et la version 3

représente vraiment des choses nouvelles, donc avec des informations qui seront collectées et publiées pour la communauté.

Et enfin, l'historique du système de serveur racine, alors ça c'est vraiment quelque chose qui m'intéresse personnellement. Dans tout notre travail, dans tous nos ateliers, dans toutes nos discussions, nous nous sommes rendu comptes finalement que l'historique du système de serveur racine n'avait jamais été, en fait enregistré. Donc les gens en parlaient, dans leurs conversations, ils avaient certaines choses dans la tête, mais rien n'avait été mis par écrit. Donc nous nous sommes dit, il nous faut collaborer avec différentes personnes qui ont travaillé par le passé ainsi qu'actuellement sur le serveur racine. Beaucoup de personnes que vous voyez dans la technique, ici présents à la réunion, ceux qui étaient présents au tout début. Et nous avons essayé de documenter en fait tout l'historique de la racine depuis le début jusqu'à aujourd'hui. Donc c'est quelque chose de très intéressant à lire. Personnellement, il y avait un certain nombre de choses dont je n'étais absolument pas au courant.

Donc nous travaillons sur ces trois documents actuellement. Et d'ici l'ICANN 56, nous les aurons publiés en principe.

Alors pour le 001 donc rapidement pour vous donner une idée, là il s'agit des attentes sur le serveur racine, j'en ai parlé tout à l'heure un petit peu. Donc là nous avons un petit peu plus de détails sur le 001. Je ne sais pas si je vais tout vous dire, mais en tout cas, comme je le disais, c'est les attentes du serveur racine. Donc il y a la communauté DNS, les opérateurs de serveurs qui sont impliqués dans ce document, donc leurs performances. Alors il y a un certain nombre de sujets qui sont traités dans ce document, y compris l'infrastructure, l'exactitude, la disponibilité, etc., donc des points clés pour gérer une infrastructure telle que la racine.

002, donc document des mesures qui a été le produit des gTLD. Donc pour surveiller la santé de la racine au lancement de ce programme. Donc c'est pour ça que nous avons voulu le 002. Donc encore une fois nous continuons d'y apporter des modifications.

Alors voilà les mesures qui existent actuellement dans le 002. Donc la latence du système de distribution de la racine, la taille générale de la zone racine, le nombre de demandes, la distribution de la taille de réponse et des demandes, la distribution [RCODR] et le nombre de sources. Et bien sûr qu'il y aura des sujets qui vont se rajouter.

Alors, un petit exemple de l'opérateur de racine K. c'est un petit peu si vous voulez le trafic journalier et ce que vous voyez là, c'est donc un graphe des demandes par seconde. Toutes les couleurs présentes, les différents nœuds opérés par la racine K. donc vous voyez des moyens, des indicateurs de mesure à l'écran. Donc tous les serveurs racines collaborent très souvent - et collaborent très bien. Ils se retrouvent tous sur root-serveurs.org. Donc vous pouvez voir tous les exemples du monde entier, toutes les instances du monde entier, donc plus de 500 dans le monde entier et également ici, vous avez les outils de mesure 002 qui sont publiés régulièrement.

Donc très bonne ressource. Je suis allé très rapidement, mais je suis tout à fait prêt à répondre à vos questions, à écouter vos commentaires, je crois que nous avons encore un peu de temps.

GANGESH VARMA:

Je travaille avec un centre de communication pour la gouvernance et je suis juriste à New Delhi. Donc je travaille plutôt dans le domaine juridique. Donc ma question est liée au serveur racine. On entend beaucoup qu'il est davantage stratégique en termes de localisation des serveurs comme quoi c'est bien qu'ils soient aux États-Unis. Alors dans quelles mesures est-ce que cela est vrai ? Quel est le bénéfice qu'il y aurait à les déplacer. Premièrement. Ensuite, deuxièmement

est-ce que vous pouvez m'aider à mieux comprendre en quoi il faut qu'il y ait des serveurs racines dans les différents pays ? Qu'est-ce ça apporte ? Je sais que c'est très basique comme question, mais...

BRAD VERD:

Alors, premièrement, comme je le disais, revenons à la carte. Donc, voilà les serveurs racines actuellement. Cette carte a à peu près un mois, mais donc vous voyez que le système de serveur racine n'est pas du tout uniquement aux États-Unis, il est partout dans le monde. Et chacun de ces lieux, chacune de ces instances peut être identifiées. Donc dans la zone racine, tout est au service des mêmes données et tous fournissent les mêmes réponses. Donc il n'y a pas de différence, ils sont identiques. Et l'avantage à les avoir distribués de cette façon veut dire qu'il y a latence pour l'utilisateur, qu'il n'y a pas de retard pardon, qu'il y a une certaine stabilité. En termes de contrôle du trafic, il n'y a pas de contrôle de trafic puisque ce sont les routeurs qui contrôlent le trafic. Les serveurs racines simplement fournissent des réponses et dans la plupart des cas, pour mettre l'accent là-dessus, on ne voit pas la plupart du trafic. Donc il y a des résolveurs de caches qui représentent le mécanisme entre vous, l'utilisateur final et nous, la racine, qui cachent les réponses et les refournissent. Donc nous ne voyons qu'une fraction en fait des domaines au niveau de la racine.

GANGESH VARMA: Juste une petite clarification : tous les serveurs racines sont relatifs à la racine... Ha.

LARS-JOHAN LIMAN : Je voudrais simplement qu'oublie cette notion de miroir ; il n'y a pas de miroir, ça n'existe pas ; ces 500 copies sont des serveurs. C'est des serveurs à part entière avec une adresse IP. Les différents ont des adresses IP séparées. Et ça c'est vrai. Il y a donc 13 adresses IP. Chaque serveur est seul, il est indépendant, il fait son propre travail. Maintenant, il doit être mis à jour au fur et à mesure que la zone racine est changée. Donc il est alimenté par quelque part. Et suivant les adresses IP qu'ils ont, il y a connexion avec une lettre. Cette lettre permet d'identifier l'adresse IP et l'organisation qui gère. Mais tous ils reçoivent les mêmes mises à jour, tous ils reçoivent les mêmes informations ; et les lettres ne sont là que pour indiquer quelle est l'adresse IP dont on parle. Donc il n'y a pas de valeur dans ces lettres. A n'est pas mieux que B. Donc on pourrait faire l'argument comme quoi, en fait c'est une copie. C'est la même chose. C'est simplement de savoir qui envoie les informations, les mises à jour à ces adresses IP. Mais c'est la même mise à jour.

[RAJI BA] : Bonjour, je m'appelle [Raji Ba], j'ai une question très basique. Vous avez parlé du serveur racine, du système de nommage, donc ce que l'on voit à la base. C'est donc A, B, C... les lettres anglaises d'accord ? Est-ce qu'il y a une raison pour laquelle on a mis une lettre anglaise plutôt qu'un nom ?

LARS-JOHAN LIMAN : Oui, il y a une raison très détaillée, très technique pour ça effectivement. Le nom de l'hôte... avant il y avait un nom complètement différent: nick.org je ne sais plus, bon, peu importe. Mais en changeant les noms de tous les serveurs et les mettre dans le .net donc root-serveur.net, veut dire que nous pouvons profiter des algorithmes. Comment est-ce que les données arrivent, sont mises dans le paquet DNS et dans les questions, parce qu'il y a le moyen de comprimer les informations. Ça fonctionne très bien si tout a le même nom de domaine. Si les noms de domaine sont différents, on ne peut plus les pousser dans les paquets de manière aussi efficace.

Donc le fait de les nommer dans le même domaine nous permet de créer de l'espace pour d'autres serveurs. Donc ne changeant leur nom on peut arriver à 13. On peut en avoir 13, donc on a pu ajouter des serveurs dans les années 90 lorsque cela a été nécessaire. Parce qu'à l'époque on n'avait pas... On avait en fait 13 machines sur le réseau qui servaient tout l'internet;

maintenant nous n'avons plus ce problème, nous en avons 500 maintenant. Donc le besoin d'élargir cette liste a disparu du point de vu technique ; nous n'avons plus besoin de lettres en fait. Nous avons besoin d'autres instances, mais bon ce problème technique a disparu en utilisant l'uni-code. Mais nous avons donc renommé il y a un certain nombre d'années justement pour ça.

Mais vous avez également un groupe de travail qui considère ceci, cette question des lettres, est-ce que c'est le meilleur moyen vraiment de fonctionner ? Et si on changeait le système, qu'est-ce que cela voudrait dire en termes de signature, de DNSSEC d'enregistrement, si on changeait la manière dont nous avons nommé ces serveurs. Donc il y a effectivement une investigation qui est en cours pour voir si c'est la meilleure manière de fonctionner.

NON IDENTIFIE :

Il reste encore le temps pour deux questions. C'est tout ce que nous avons en termes de temps. Mais sinon, je suis sûre qu'ils peuvent répondre à votre question après la séance. Ici ? Peut-être ? Allez-y monsieur.

ANAND RAJE : Je viens d'Inde, c'est la première fois que je suis boursier. Quelles sont les attentes des nouveaux membres qui rejoignent votre groupe étant donné votre travail actuel sur le fonctionnement des serveurs racines? Si par exemple une personne souhaite se joindre à votre organisme, quelles sont les attentes en termes techniques, en termes d'expérience technique?

BRAD BERD : Excellente question. Nous en parlons en fait beaucoup. Nous en avons hier au sein de notre comité. Et je crois que nous cherchons à avoir des personnes avec des expériences variées. Le fait d'être prêt à s'impliquer est important également. Nous sommes un groupe technique, donc parfois c'est un petit peu intimidant pour les personnes qui ne travaillent pas dans ce domaine-là. Mais je crois que toute personne a quelque chose à apporter, il suffit d'identifier ce que c'est. Nous sommes en cours de définition des différents rôles au sein de notre groupe et donc je crois qu'il y a des membres du groupe de travail qui ont besoin de personnes qui passent en revue les documents. Donc nous avons besoins de personnes qui puissent passer en revue les documents les lire. Nous avons également un rôle que nous devons créer pour une personne qui soit observatrice pour que, au fil du temps, cette personne soit impliquée avec les groupes de travail qui écoutent les appels qui, au fil du temps

commencent à acquérir des compétences, des connaissances, et, à ce moment-là, au bout d'un certain temps, vous pouvez apporter quelque chose. Est-ce que c'est bon? Vous comprenez ?

ASHIM NOUMAN : Hashim Nouman, du Pakistan. Alors ma première question est la suivante : est-ce que le RSSAC est impliqué au déploiement des instances des serveurs racine ?

BRAD BERD : Vous parlez du fonctionnement de la racine L c'est ça ? Une des 12 organisations qui s'occupent des serveurs racine, c'est ça ? Oui ?

Opération de serveurs racines d'ICANN... Donc ils ont un membre au comité. Ils sont membres de ce comité et ils fournissent des informations comme conseils au conseil d'administration. Mais non, le RSSAC n'est pas impliqué dans l'opération des lettres et dans le déploiement des serveurs dans le monde entier.

HASHIM NOUMAN : Ma deuxième question, c'est que nous avons donc la transition IANA qui va bientôt se produire. Et la plupart des serveurs racine

sont opérés par des organisations américaines. Est-ce que vous en parlez de cela par exemple ?

NON IDENTIFIE

Je crois qu'on doit se concentrer sur les 500 instances autour du monde qui sont gérées dans les différents pays par vos échangeurs d'internet, par les gens qui, les bénévoles qui se proposent pour les gérer, pour les héberger et les soutenir. L'opération elle-même est de maintenir les serveurs vivants. Ça revient aux organisations qui sont situées partout dans le monde. Mais aussi, alors et en Union européenne aussi.

HASHIM NOUMAN :

Merci.

NON IDENTIFIE

Dernière question. Est-ce que c'est une question vite fait s'il vous plait ?

[AMIN]

[Amin] du Maroc. Je vais poser ma question en français. C'est une question technique juste à propos de ces serveurs-là. Tous ces serveurs là, puisqu'ils contiennent les mêmes informations, est-ce qu'ils jouent juste le rôle d'un backup entre ces serveurs et deuxième chose est-ce que les réponses viennent... Est-ce que

l'utilisateur final reçoit la réponse du serveur le plus proche ou bien du serveur le plus rapide ? C'est juste ça ma question. Merci.

BRAD BERD :

Je vais essayer de répondre à cette question. Comme j'ai dit avant, ça dépend d'où va le trafic. Ça, c'est géré par les protocoles IPG. Pour répondre à votre question, si c'est celui qui est le plus proche, ça va dépendre de là où il y a le moins de trafic. On n'a pas de contrôle sur cela. c'est ... Comme j'ai dit avant, ils sont tous identiques alors, si vous pouvez joindre l'un ou l'autre, vous allez avoir la même réponse. Ça peut être notifié par n'importe quel serveur racine et les opérateurs de serveur racine. Alors vous pouvez avoir la bonne réponse selon le cas. Est-ce que j'ai répondu à votre question ?

LARS-JOHAN LIMAN :

Si nous continuons dans le modèle Indiana, le modèle est le même, est conçu de façon à ce que vous allez joindre le serveur le plus proche, mais c'est le serveur qui n'est pas forcément le plus proche en kilomètres, mais c'est le plus proche en numéro de réseau. Et, pour rejoindre ce qu'a dit Brad, c'est les protocoles dans les réseaux, les algorithmes pour choisir le meilleur chemin, la meilleure voie pour n'importe quelle adresse partout dans l'internet. Et ici, ça peut être n'importe quel

serveur web. Les algorithmes pour choisir le chemin, ou la voie, est très précis. Il ne choisit pas toujours le plus proche au niveau géographique parce que peut-être ce n'est pas le meilleur. Si vous avez un serveur très long qui est proche mais un autre très loin mais qui marche très vite, peut-être il va utiliser le lien le plus vite, le plus rapide. On ne peut pas savoir ça à l'avance. Mais on essaie d'enlever ce problème de l'équation. Ne soyez pas surpris si celui que le serveur qui va vous répondre vous paraît étrange parce que peut-être c'est le meilleur au niveau d'internet. Pour peut-être par exemple mon serveur peut être le plus rapide et il se trouve en Belgique, d'accord ? Alors c'est de cette façon que les connecteurs fonctionnent.

NON IDENTIFIE :

Merci beaucoup à nos deux intervenants. C'était une présentation très riche. Je vous remercie. Notre prochain intervenant est arrivé. S'il y a d'autres questions, je suis sûre qu'il y en a, vous pouvez peut-être les aborder et les discuter avec nos deux intervenants plus tard, dans le couloir. Merci à tous.

Notre prochain intervenant est de l'unité constitutive des utilisateurs commerciaux, Chris Wilson. Bienvenue. Je vais vous donner la parole parce qu'on est un tout petit peu en retard.

Bonjour Jimson, comment allez-vous ?

CHRIS WILSON :

Bonjour à tous, je m'appelle Chris Wilson, je suis le président de l'unité constitutive des utilisateurs commerciaux au sein de l'ICANN, spécifiquement dans le groupe des parties prenantes commerciales qui est au sein du conseil d'élaboration des politiques de la GNSO. Je suis le nouveau président. J'ai commencé au mois de janvier et je travaille aussi avec le vice-président qui travaille pour notre unité constitutive. On l'appelle BC, dû à son nom en Anglais. La BC, l'unité constitutive des utilisateurs commerciaux.

Je vais vous raconter un peu ce qu'on fait, quel est notre rôle au sein de l'ICANN. Et puis bien sûr vous pourrez me poser des questions, je serai ravi d'y répondre.

Comment on participe aussi du programme de sensibilisation et on pourra vous donner une idée sur ce qu'on fait sur ce rapport aussi.

Je n'ai pas préparé une présentation PowerPoint.

L'unité constitutive des utilisateurs commerciaux c'est compris par une série d'entreprises qui font du business ou qui travaillent sur internet. On ne parle pas des bureaux d'enregistrement ou registres. Sinon des entreprises qui l'utilisent à des fins commerciales. Par exemple ça peut être des

sites web ou faire du commerce en ligne de façon sûre, fiable, avec des noms de domaines qui ont ces caractéristiques.

Moi je travaille pour 21st Century Fox, l'entreprise de média et nous avons notre participation à l'ICANN de façon différente. D'un côté, nous nous assurons que l'internet soit sûr pour la distribution de notre contenu, nos programmes de télévision, nos films et d'un autre côté, nous sommes un opérateur de registre pour la Fox. Alors on s'assure que ça soit déployé de façon efficace, à travers l'unité constitutive des utilisateurs commerciaux ou autres.

Nous avons des grandes entreprises, des petites entreprises, en Amérique du Nord, aux États-Unis, en Afrique... On espère pour créer plus en Amérique du Sud, centrale et en Asie. Il y a des entreprises qui font du business sur internet, en ligne. Notre plus grande force, c'est notre participation politique, engagement politique, des liens... c'est le président de cette élaboration de politique et il coordonne toute la rédaction des commentaires de l'unité constitutive pour informer sur tous les processus qui ont lieu à l'ICANN. Il y en a... C'est une grande opportunité pour que la communauté de l'ICANN puisse s'exprimer sur des sujets qui sont importants pour le business mais aussi pour les utilisateurs finaux.

Il y a eu des commentaires publics sur des politiques publiques, sur des unités constitutives et d'autres au sein de l'ICANN et ça, c'est important parce que comme on a beaucoup d'entreprises qui sont membres et de modèles d'entreprises, il y a toujours deux parties qui sont toujours intéressées à faire des commentaires sur les politiques, l'élaboration des politiques. On espère qu'on pourra continuer en 2016 et peut-être aussi à l'avenir.

Lorsque l'ICANN a lancé les nouveaux gTLD qui a donné, a ouvert un nouveau monde pour les politiques, le développement des politiques et les unités constitutives comme la nôtre, des entreprises comme la mienne et comme Google Facebook et d'autres qui sont membres de ces unités constitutives des utilisateurs commerciaux. Potentiellement, il y a un modèle de business pour pouvoir donner des commentaires et des participations au sein de l'ICANN pour cet espace de nouveau gTLD. Avec cela, il y a des questions de politique qui surgissent en incluant comment protéger une marque commerciale, une marque déposée. Et après il y aura la participation de l'unité constitutive des propriétés intellectuelles qui va développer ça plus en détail.

La nôtre c'est une unité constitutive un peu plus large, avec une portée plus large pour les activités qui affectent les entreprises ou le business.

Je pense que nous avons à peu près... combien de membres nous avons ? Une centaine ? 62 pardon. 62 membres mais on est en train de grandir. On aura de plus de membres. Parfois j'ai l'impression qu'on a une centaine de membres. Et nous avons ajouté 3 membres dans les 6 derniers mois. Symantec des États-Unis, MicroBoss Technologie du Nigeria et peut-être très bientôt une autre entreprise de paris, Louis Vuitton, pour vous donner une idée du genre d'activité que l'on fait au sein de notre unité constitutive.

Alors peut-être je vais donner la parole à Jimson et peut-être il pourra parler un petit plus sur la sensibilisation.

JIMSON OLUFUYER

Merci Chris Wilson, notre président au sein de notre unité. Moi, je m'appelle Jimson et je représente l'alliance ICT de l'Afrique au sein de cette unité constitutive. Cette alliance est composée des entreprises et des associations ICT et des associations en Afrique. Nous avons des entreprises et des associations et des organisations dans à peu près 25 pays de l'Afrique. Cela a commencé en 2012.

Nous sommes des gens des affaires, des hommes d'affaires qui défendent... On défend nos intérêts en Afrique et on s'est joint à cette unité constitutive parce que pour... Mon entreprise, par exemple elle est Kontemporary et nous avons des clients

partout dans le monde et des ICT par exemple au Nigéria et nous sommes très intéressés dans la sécurité, la stabilité et la fiabilité de l'internet, la résilience de l'internet aussi pour cet écosystème.

On s'est rejoint... Cette unité constitutive en 2013 et maintenant nous avons à peu près 5 entreprises de l'Afrique dans cette unité constitutive, la BC et aussi de l'Asie. On a fait de la sensibilisation en Asie et aussi dans le secteur des utilisateurs commerciaux et on voudrait s'assurer justement qu'on a nos voix exprimées dans les politiques, dans les actions entreprises par l'ICANN et la stabilité mondiale de l'internet. Et l'IANA est un grand point d'actions et d'engagements et on soutient sa continuité et le rôle de supervision.

Je voudrais conclure en disant que la prochaine étape demande la participation de nous tous. Je demande aux boursiers de poser des questions, de participer et d'exprimer vos opinions en tant que... Ça c'est un modèle de parties prenantes ascendant et on est tous... on va tous être en train d'écouter vos voix, vos opinions. Là le bulletin d'informations que l'on publie... L'édition elle est toujours publiée en anglais et en français et pareil pour notre site web bizconst.org, businessconstituency.org. Et avec cela je finis ma présentation.

CHRIS WILSON :

Merci Jimson. Je suis ravi d'être ici et de pouvoir parler avec vous parce que je pense que si vous regardez notre bulletin d'information, il y a un article de présentation sur notre unité constitutive et j'ai écrit que l'ICANN est en train de devenir ou très proche de devenir un adulte. Parce que ça a été créé en 98 et son anniversaire numéro 18 et c'est pour ça qu'on dit qu'elle est proche de devenir un adulte et elle aura plus de responsabilités et qui pourra vous laisser marcher un petit peu tout seul comme un grand. Et bien sûr que maintenant que ça a fonctionné pendant presque 18 ans et la transition de l'IANA est en train de se mettre en place, il y a cet historique de travail avec le gouvernement des États-Unis et donc la communauté de l'ICANN dans son ensemble prendra plus de responsabilités, aura plus de responsabilités. L'importance de cela est que'on a besoin de plus de membres, plus de voix, non seulement pour notre unité constitutive, mais à l'ICANN en général parce que maintenant, c'est vraiment la communauté de l'ICANN qui prend ses responsabilités. C'est merveilleux de voir autant de monde qui se lève aussi tôt pour participer. Et pensez à tout ce que je vous dis parce que de notre point de vue, de notre unité constitutive, il est très important pour nous d'avoir de nouveaux membres pour pouvoir exprimer notre voix au sein de la communauté de l'ICANN et continuer à grandir non seulement maintenant, mais d'ici 10 ans par exemple, pourquoi pas.

Et je voulais souligner cela parce que c'est très important que vous soyez ici et que vous continuiez à participer, à être engagés et pour ceux qui sont les nouveaux arrivants aussi, que l'on puisse continuer avec cette participation pour des réunions à l'avenir. Avec cela, j'ouvre l'espace pour des questions.

NON IDENTIFIE :

Bonjour, je suis [] et je travaille dans une entreprise PIC, nous travaillons dans le secteur de la télécommunication. Comment mon organisation doit être représentée ou en tant qu'organisation ou en tant qu'individus ? Je suis de l'Asie et je souhaiterais faire partie de cette unité constitutive. Est-ce que vous pourriez expliquer un petit peu plus comment je pourrais en faire partie ?

CHRIS WILSON :

Oui, deux bons points dans votre question. D'abord il y a une unité constitutive appelée ISPC. Et bien sûr que... c'est une unité constitutive spécifique. Chaque entreprise détermine quelle est l'unité constitutive qui la représente le mieux et qui représente le mieux ses intérêts. Mais parfois il y a une superposition et nous avons par exemple, nous eu des ISP qui étaient membres des unités constitutives des utilisateurs commerciaux.

En général, les entreprises se joignent à l'unité constitutive et nomment un représentant pour être la personne qui participera avec le reste du groupe. Par exemple pour 21 Century Fox, moi, je suis le représentant au sein de l'unité constitutive. Chaque entreprise va nommer une personne. Comme ça ça va être plus simple de communiquer et avoir beaucoup de personnes pour ce rôle. Moi je participe et j'informe mes collègues de ce qui se passe. Je les tiens au courant. Je pense qu'il y a des frais d'inscription, des participations que les plus élevés c'est de 1500 € à peu près, je crois, à l'année. Ça nous aide à avoir des ressources, à financer et à parrainer certaines activités, et les frais de déplacement pour les gens qui ne peuvent pas payer leurs frais pour venir et être présent aux réunions. J'espère avoir répondu à votre question. Mais c'est basiquement ça. Il y a un formulaire pour devenir membre sur internet, en ligne, et vous pouvez trouver sur le site bizconst.org, peut-être Jimson, si vous voulez...

JIMSON OLUFUYER :

Alors pour rajouter un petit peu par rapport à ça, pour encourager les personnes qui viennent de pays en voie de développement, nous sommes prêts à proposer des réductions des frais et la BC a proposé des réductions pour les membres des pays en voie de développement de 70 %... 70 % sur le total, je ne sais pas exactement ce que ça fait, mais c'est intéressant.

MARK DATYSGELD : Bonjour, je suis Mark, je viens du Brésil, je suis chercheur et ma question est la suivante : comment est-ce que l'unité constitutive des utilisateurs commerciaux s'occupe des préoccupations des membres en termes du contrôle du contenu. Alors au-delà de l'IPC parce que bien sûr les entreprises n'ont pas cette distinction très claire des fonctions de l'ICANN. Dans vos efforts de sensibilisations, j'imagine qu'ils l'expliquent autant que possible, mais, comment est-ce que vous vous occupez des attentes de vos membres dans ce domaine ?

CHRIS WILSON : Excellente question. Je crois que la BC est guidée par des plans de base. Nous les avons mentionnés. Pour le plus grand, pour le plus important, nous voulons nous assurer que le système des noms de domaine est sécuritaire pour le bien des utilisateurs finaux. Donc pour ce qui est du contenu, nous ne nous en occupons pas. Nous avons simplement des politiques qui assurent la liberté d'expression, qui assurent la circulation libre des informations sur l'internet. C'est ce qui est important pour toutes les entreprises, que ce soit la mienne ou une autre, quoiqu'il arrive. Donc que cette circulation de l'information soit aussi libre que possible.

Bien sûr nous avons des sociétés qui ont différents modèles de travail, et donc il y a toujours du travail à faire pour trouver un consensus sur les questions de politique. Mais je crois que, tous nous respectons et apprécions la mission de l'ICANN qui est limitée au sein de l'environnement plus large sur la gouvernance de l'internet et, je crois que je peux dire qu'au sein de l'unité constitutive de la BC, nous respectons ceci. Alors nous sommes pour des points de vue qui, donc, nous sommes pour en fait une ouverture de l'internet, autant que possible. Je ne sais pas si ça répond à votre question, mais... Oui, c'est bon ?

JIMSON OLUFUYE :

Comme Chris l'a dit, en termes de responsabilité, il y a certaines exigences. À la convention de Genève sur les droits de l'homme, il est dit que la liberté que nous avons hors ligne est la même que celle que nous avons en ligne. En termes de contenus qui est présent sur le web, et bien même si à l'interne à la BC, nous avons une liste, et que vous êtes responsable de ce que vous mettez sur la liste, et bien nous vous demandons simplement d'être responsable et d'ajouter de la valeur.

FRABRICIO PESSOA:

Je m'appelle Fabricio, je viens du Brésil. J'ai 2 questions en fait. Premièrement, je voulais juste m'assurer d'avoir bien compris. Je ne sais pas si vous travaillez surtout à la rédaction de

politiques ou si vous vous assurez simplement que les politiques sont bien écrites et qu'elles sont conformes aux intérêts des entreprises. Ça c'est la première chose. Deuxièmement, étant donné que les membres sont des sociétés, est-ce que vous avez uniquement une personne qui représente la société au sein de la BC ou est-ce qu'il peut y avoir plusieurs personnes qui la représentent ?

CHRIS WILSON:

Merci pour la première question, nous ne rédigeons pas de politique pour l'ICANN. Nous sommes une unité constitutive, une des parties prenantes qui fournissent un point de vue pour l'élaboration de politique. Alors, la GNSO, l'organisme qui s'occupe des noms, des organisations membres plus larges de l'ICANN s'occupe, elle, du développement des politiques. Et nous sommes un sous-groupe en fait de ce groupe plus large. Mais nous, non. Vous avez des périodes de commentaires publics, de manière plus large où les gens fournissent différents commentaires, d'ailleurs même les gens externes à l'ICANN peuvent fournir des commentaires sur les questions de politique. Il n'est pas nécessaire de faire partie d'un groupe quel qu'il soit.

Mais nous sommes simplement une des entités au sein de la communauté de l'ICANN et du public en général qui fournit des

avis, des points de vue. Donc, nous avons un petit peu un point de vue plus commercial sur ce qui, à notre avis, représenterait une bonne politique et donc nous fournissons des avis. Et parfois notre voix est entendue et parfois non. Parfois nous suggérons certaines choses, et il se peut que ce que nous suggérons ne soit pas incorporé, mais en tout cas, nous avons l'opportunité de fournir un point de vu. Mais nous ne rédigeons pas de politique. Je suis sûr qu'il y a des personnes qui aimeraient bien le faire, mais nous n'avons pas ce pouvoir, d'accord ? Mais nous avons quand même une voix assez forte en termes de commentaires sur les politiques.

Alors par rapport à votre deuxième question, chaque société désigne une personne qui est donc le point de contact principal au sein de l'unité constitutive. Cela ne veut pas dire qu'il n'y a pas d'autres personnes dans la société qui ne peuvent pas participer, recevoir des emails, des commentaires, etc., parce que de toute évidence il y a différents experts, au sein de différentes sociétés avec différents niveaux de connaissances, nous n'allons pas bloquer ce genre d'implication, mais si à un moment ou à un autre on a besoin de voter sur quelque chose, et bien la personne qui a été désignée a le droit de le faire au nom de l'unité constitutive des utilisateurs commerciaux. Donc c'est surtout du point de vue administratif que nous travaillons là comme ça.

Alors au nom de ma société, nous avons deux à trois personnes par exemple. Moi, j'ai des collègues qui s'occupent du .fox et cette collègue là est très investie au niveau de l'unité constitutive. Mais donc elle fournit un point de vue sur ce qui la concerne, mais voilà comment nous fonctionnons.

JIMSON OLUFUYE:

En tant que... Nous avons, de la même manière, de mon point de vue, deux personnes qui sont impliquées dans le travail. Et donc suivant votre modèle, suivant vos activités, vous avez des membres qui font partie de la BC et des membres qui font partie de l'ISPC. Donc moi, par exemple, je ne peux voter que dans une unité constitutive. Donc vous devez choisir : soit vous votez à la BC soit vous votez à l'ISPC.

NON IDENTIFIE:

Merci. Je voulais souligner quelque chose. Alors sur la transition IANA. Donc j'aimerais savoir votre point de vue en tant qu'utilisateurs commerciaux, que pensez-vous de la transition, que pensez-vous du processus ? Une fois que le processus aura été effectué, quel sera l'impact sur les utilisateurs commerciaux, à la fois sur internet et en dehors.

CHRIS WILSON:

Excellente question. Donc en ce qui concerne spécifiquement la responsabilité, donc nous appuyons la transition. Notre focalisation principale a été le travail de la responsabilité et les réformes qui ont été entreprises conjointement à la transition littérale des fonctions elles-mêmes, des fonctions de l'IANA. Donc pour ce qui est des parties prenantes commerciales dont nous représentons 1/3, nous avons une représentation au CC WG, nous avons notre coprésident qui était investi, donc il a fourni son point de vue là-dessus.

L'unité constitutive des utilisateurs commerciaux appuie les réformes relatives à la responsabilité qui ont été proposées et qui devraient être approuvées d'ici demain par le conseil de l'ICANN, puis envoyées au gouvernement des États-Unis en plus de la proposition elle-même sur la transition IANA. Nous pensons que les réformes mises en place sont adéquates.

Il reste encore beaucoup de travail à faire dans ce domaine, et nous pensons que ceci sera bénéfique pour la communauté, pour les entreprises, pour l'internet en général et, il y a eu je crois beaucoup de travail, de bon travail qui a été effectué au cours de l'année et demie qui s'est écoulée depuis l'annonce de la transition qui a eu lieu il y a pratiquement 2 ans. Je crois qu'il a beaucoup d'efforts qui ont été faits pour s'assurer que la génération suivante, ou la phase suivante se passe bien. Donc nous appuyons cette proposition en tant que BC, nous pensons

qu'elle répond à toutes les exigences que le gouvernement des États-Unis avait établies pour une bonne transition. Nous sommes donc optimistes et nous pensons que le gouvernement des États-Unis va approuver notre travail et que nous allons entrer dans une nouvelle ère.

NON IDENTIFIE:

Bonjour. Étant donné que les unités constitutives ont des membres de différents types d'entreprises, y a-t-il des activités au sein desquelles on parle des questions qui se présentent dans les différentes régions ou alors est-ce que c'est plutôt informel, de manière individuelle, dans des conversations individuelles ?

CHRIS WILSON :

Oui, excellente question. L'unité constitutive des utilisateurs commerciaux organise des appels deux fois par semaine avec tous les membres qui souhaitent participer. Nous avons également un lieu sur Adobe, un Chat qui nous permet de discuter de différents points qui sont à l'ordre du jour, mais nous avons également la possibilité d'écouter le point de vue des différents membres. Donc chaque membre qui souhaite soulever un point qui est important pour lui, peut le faire. Nous pouvons en discuter ensemble et s'il y a suffisamment d'intérêt de la part des autres membres, par exemple si c'est une question de politique, nous pouvons fournir des commentaires

dessus, ou alors si c'est une question, un autre type de question au sein de l'ICANN, et bien nous pouvons essayer de nous adresser aux bonnes personnes au sein de l'ICANN pour avoir une réponse, une résolution.

Mais nous aimons également beaucoup entendre les personnes du monde entier nous présenter leurs points de vue parce que pour la plupart de notre travail, nous avons surtout des commentaires sur les politiques.

Nous avons donc des appels deux fois par semaine, nous avons également une liste par email et nous pouvons tous être impliqués, avoir des discussions par email. Nous avons également des appels deux fois par semaine, et donc les gens peuvent faire des commentaires régulièrement.

JIMSON OLUFUYE :

Et également en termes de politiques, sur le site web, tout est inclus sur le site web, donc il est important pour les pays en voie de développement de bien parler de la cyber sécurité. Les questions qui sont vraiment spécifiques aux pays en développement, moi j'ai l'opportunité de les soulever et on nous informe un petit peu de ce qui se fait en termes de sécurité par exemple.

NON IDENTIFIE : Nous avons une question sur le Chat. Est-ce que toutes les régions, tous les pays sont représentés au sein de votre unité constitutive ?

JIMSON OLUFUYE : Oui. Je peux le dire. Il y a des gens d'Amérique, d'Amérique latine, d'Afrique, d'Europe d'Asie et du Moyen-Orient. Avant ce n'était pas le cas. Donc au cours des trois années passées nous avons eu une représentation un petit peu de partout, mais nous devons encore accroître ceci bien sûr.

NON IDENTIFIE : Merci pour cette réponse. Nous n'avons plus de temps pour des réponses supplémentaires. Il nous reste encore un intervenant et il ne nous reste que quinze minutes avant la séance suivante. Donc je voulais remercier Chris rapidement pour le temps qu'il nous a accordé. Si vous avez d'autres questions, j'ai les informations de Chris et je serais ravie de vous en faire part. Jimson j'ai également les vôtres. Donc n'hésitez pas, si vous voyez Chris, Jimson, je pense qu'ils seront ravis de répondre aux questions que vous avez. Merci

Alors, nous allons maintenant avoir une présentation de l'unité constitutive sur la propriété intellectuelle et nous avons ici le président, Greg Shatan. Alors je ne sais pas si vous êtes libre cet

après-midi, vous pouvez revenir cet après-midi pour avoir plus de temps.

GREG SHATAN :

Oui, je suis de New York, je peux donc parler très vite et je sais très bien que pour certains d'entre vous c'est un petit peu compliqué parce que vous ne parlez l'anglais, mais je vais quand même vous donner des informations.

Nous avons des informations sur papier. Nous n'avons pas huit pages pour décrire notre unité constitutive, mais quand même.

Quoiqu'il arrive, l'unité constitutive sur la propriété intellectuelle, en fait nous travaillons beaucoup avec les utilisateurs commerciaux, nous sommes de bons collègues dans le processus multipartite. Alors pour ce qui est de la propriété intellectuelle, nous sommes une unité constitutive assez particulière parce que nous représentons à la fois les parties prenantes groupées ainsi qu'une expertise au sein de la communauté multipartite de l'ICANN. Le rôle de notre unité constitutive est de représenter les intérêts des créateurs de propriété intellectuelle, des détenteurs de propriété intellectuelle et des distributeurs. Donc nous représentons également l'intérêt des consommateurs qui s'appuient sur la propriété intellectuelle pour faire de bons choix, par exemple

dans l'utilisation des marques de commerce et puis il y a également la question des droits d'auteur.

Donc l'unité constitutive de la propriété intellectuelle a été une des premières dans les organisations de soutien aux noms de domaine au sein de la GNSO. Et nous faisons partie des différentes unités qui font partie des parties non contractantes au sein de la GNSO. Et nous sommes très actifs, très impliqués dans tous les groupes de travail : la GNSO et les groupes de travail intercommunautaires. Personnellement, j'étais membre, enfin je suis toujours d'ailleurs membre, du groupe de travail intercommunautaire sur la transition des fonctions IANA et je fais également partie du groupe de travail intercommunautaire sur l'amélioration de la responsabilité de l'ICANN.

Oui, je travaille pas mal, j'ai énormément été investi dans différentes choses.

Alors pour ce qui concerne l'IPC BC, nous avons des membres individuels du monde entier, dans tous les continents, sauf l'antarctique. Et nous essayons justement d'avoir des gens qui nous représentent, qui représentent pardon l'antarctique. Nous avons des personnes qui représentent différentes associations : l'association sur la protection des marques au niveau international, l'[ACP] donc en Amérique latine pour les droits de la propriété intellectuelle et nous avons d'autres détenteurs de

propriété intellectuelle, d'autres sociétés, d'autres personnes, des membres de cabinets d'avocats, des consultants, des associations de commerces, Motion Pictures par exemple, les associations dans la musique, etc..

Et les questions dont nous nous préoccupons particulièrement, c'est droits des détenteurs de propriété intellectuelle, donc par exemple l'IDRP, le système d'arbitrage des domaines, - vous avez sans doute entendu parler de ça. Donc vous avez un processus un petit peu autonome, judiciaire de protection des marques, protections de la propriété intellectuelle. Vous pouvez en fait dans ce système remettre en question l'enregistrement de noms de domaine de manière assez économe et simple.

Donc c'est une procédure d'arbitrage qui se fait électroniquement, avec un panel de trois personnes. Il y a même un moyen plus simple et encore plus économe qui a été créé pour le programme des nouveaux gTLD, l'URS, le système de suspension rapide et uniforme. C'est un programme, un système qui en fait, n'engendre pas un transfert de domaine, mais une suspension. Donc cela coûte moins cher et les coûts administratifs sont simplifiés.

Également, nous avons des problèmes en terme de WHOIS. Souvent, si vous souhaitez engager un litige et bien le WHOIS est très utile pour savoir un petit peu qui est responsable de votre

problème, etc. Donc d'une manière générale, nous discutons beaucoup des questions du WHOIS.

En dehors de ça, cette unité constitutive sur la propriété intellectuelle est impliquée dans les questions relatives à l'ensemble du travail de l'ICANN et je crois que vous trouverez que nos membres ont différents types de profils. Alors si vous me posez la question de savoir ce que c'est que ce petit pins' l'IPC, cela veut dire qu'en fait je peux répondre à vos questions si vous en avez. Voilà.

NON IDENTIFIE : Nous avons quelques minutes pour des questions.

MARITZA AGUERO : Bonjour je m'appelle Maritza du Pérou. J'ai une question par rapport au fait de devenir membre. Vous avez dit que pour devenir membre de l'IPC, c'est des membres individuels. Est-ce que si le membre travaille par exemple dans le gouvernement, est-ce qu'il peut faire partie de votre unité constitutive ?

GREG SHATAN : Oui, nous n'avons pas de membre des gouvernements, mais nous sommes proches des ministres, et des agences en rapport avec les propriétés intellectuelles. Nous n'avons pas été abordés

par une organisation gouvernementale ou des ministres intéressés à devenir membres. Je ne suis pas sûr qu'ils soient qualifiés pour s'ils font partie du gouvernement.

MARITZA AGUERO : S'il appartient au gouvernement, ça c'était le sens de ma question.

GREG SHATAN : La propriété intellectuelle, les missions des unités constitutives de ce genre principalement sont consacrées à la création et la protection de la propriété intellectuelle. Il faudrait que je revoie la carte plus soigneusement, mais... Je ne pense pas.

MARITZA AGUERO : Je crois que, parce que j'ai reçu un email dans le sens où votre unité constitutive était en train de créer une espèce d'observateur. Je n'ai pas le mot exact, mais j'ai reçu un email à l'époque où j'appartenais, je travaillais pour le gouvernement et j'ai reçu un email de votre unité constitutive à propos de ce sujet, que vous étiez en train d'implémenter un panel d'observateurs ou quelque chose de pareil.

GREG SHATAN : Essentiellement, ça représente les groupes de parties prenantes. Alors les gouvernements c'est une espèce de partie prenante séparée, distincte. Et je ne pense pas que pour le gouvernement, notre unité constitutive soit appropriée. À l'origine, on était 6 unités constitutives depuis 98 et ça a toujours été des unités constitutives des parties prenantes.

NON IDENTIFIE: Si vous voulez, Maritza, en discuter plus en détail, vous pouvez le faire après la réunion.

[AUBREY]: Est-ce que vous pouvez expliquer le prix de la propriété intellectuelle ?

GREG SHATAN: La communauté des marques déposées était très inquiète sur ce sujet, sur le TLD, surtout dans la période de Sunrise, qui est une période juste avant que le nom de domaine disponible tel est disponible qui peuvent enregistrer des noms de domaines en rapport avec la marque et les clearings house. Mais les TLD étaient en train de demander énormément d'argent, 2500 dollars pendant la période de sunrise. Et dans notre cas, les marques déposées, les marques commerciales qui étaient très connues étaient nommées « premium » ou privilégiées et ils

étaient considérés comme une source de revenus additionnels. Alors que le sunrise devait être une protection pour la propriété intellectuelle. Et c'était en fait comme une sanction.

NON IDENTIFIE: Nous avons 5 minutes, le temps pour 2 questions. Comme on n'a pas le temps, on en prendra juste une. Le représentant d'Afrique du Sud prend le micro.

[ANIKA]: Il y a des problèmes de protection des consommateurs au sein du groupe et en général la perception est que le consommateur et le détenteur de propriété intellectuelle par exemple, ils ont une tendance assez saine pour ainsi dire. Comment vous voyez cette perception ? Est-ce que... Je n'arrive pas à imaginer les deux ensembles, mais ça me ... Ça me fait plaisir de voir qu'ils travaillent ensemble. Comment est votre perception de cela en général ?

GREG SHATAN: Nous avons deux propriétés intellectuelles qui sont pertinentes au monde de la propriété intellectuelle, ou pertinente. Les marques déposées évoluent comme une façon de protection au consommateur et nous savons d'où vient votre produit et ça représente une origine unique des produits et des services. Par

exemple, des moteurs Tata. Vous savez que si c'est marqué ça, vous savez que c'est Tata qui a fait ces moteurs. C'est une garantie, une protection. Alors la marque commerciale, c'est une façon de protéger les consommateurs et les consommateurs devraient pouvoir faire confiance à la marque déposée, à la marque commerciale et c'est quelque chose qui a beaucoup de valeur.

La signification secondaire, cette distension, les marques commerciales, dans ce sens-là, fonctionnent pour diriger aussi les consommateurs pour pouvoir faire leurs choix dans ce sens de fiabilité et confiance. Améliorer la confiance au sein de l'internet c'est une des responsabilités les plus importantes de l'ICANN.

Le consommateur devrait pouvoir savoir ce qu'il est en train d'acheter, que c'est une copie originale et pas une copie. Le droit de propriété intellectuel existe aussi pour donner aux créateurs pendant une période de temps, qu'ils puissent tirer profit de leur invention, de leur création.

Le consommateur devrait vouloir, justement obtenir l'article original parce que même si une copie peut être parfaite, peut-être ce n'est pas le cas et en plus, en faisant ça les détenteurs des droits de propriété intellectuelle ne reçoivent pas, ne sont pas compensés pour leur travail.

NON IDENTIFIE: Merci Greg pour votre présence, pour être venu discuter avec nous. Nous avons une autre séance qui commence à 6 heures et si vous voulez revenir pour discuter un petit peu plus en détail, n'hésitez pas. Pour les questions nous avons encore le temps pour... que Greg réponde après la séance. Pour les anciens boursiers, on a une photo et, à 6heures, quelqu'un de l'ICANN va nous informer sur la sécurité et on va prendre aussi des commentaires. Ça va être très bien. Merci beaucoup Greg d'être parmi nous.

GREG SHATAN: Merci, avec plaisir.

[FIN DE LA TRANSCRIPTION]